

Conseil municipal - Mise en ligne le 30/09/2025

ASS/GF/II/MG



VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE RECRUTEMENT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 34 DE LA LOI 2019-828 DU 6 AOÛT 2019

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 17 septembre 2025
---	--	---------------------------	---

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES, Mme Bérengère LECEA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PENAVALIRE, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Denis PROVENT

Étaient absents :

Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Ginette FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marion FORATO

Avaient donné procuration :

Mme Sylvie DANRÉ donne procuration à Mme Mireille SANTINI, M. Jean-Claude LAVAUD donne procuration à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET donne procuration à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL donne procuration à M. Gérard FORCADA, M. Didier JULIAN donne procuration à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN donne procuration à Mme Christine BÉNET, Mme Ginette FERRET – BARRAU donne procuration à Mme Valérie FERRET, Mme Béatrice ARNAUD donne procuration à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO donne procuration à M. Rémi PENAVALIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alain-Marc GARCIA

RAPPORTEURE : Christine BÉNET

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu l'article 93 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu la délibération n° 2025-92 du 19 juin 2025 ;
Vu le tableau des effectifs existant ;
Vu les crédits inscrits au budget principal 2025 ;

Considérant les modalités de l'article 93 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Considérant les dispositions du décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 d'application de la loi de transformation de la Fonction Publique, fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs en situation de handicap,
Considérant qu'à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2026, l'article 93 modifié de la loi de transformation de la Fonction Publique 2019-828 crée au bénéfice des fonctionnaires en situation de handicap une voie dérogatoire de promotion « interne » au sein de la collectivité leur permettant ainsi d'accéder à un corps ou un cadre d'emplois de niveau supérieur par la voie du détachement sous réserve que les candidats justifient de la durée de services publics fixée dans le statut particulier du cadre d'emplois de détachement, exigée pour l'accès à ce cadre d'emplois par la voie du concours interne,
Considérant la délibération n° 2025-92 en date du 19 juin 2025 autorisant le recours aux services du Centre de Gestion de l'Aude afin d'organiser la procédure de recrutement,
Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 19 juin 2025,

La nomination sur le poste en question s'effectuera en fonction des dispositions du décret 2020-529 du 13 mai 2020 précité, et la procédure de recrutement sera fixée par arrêté de l'autorité territoriale en conformité avec ce texte,

Conformément à l'article L313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'opportunité de faire bénéficier de ce dispositif les agents de la collectivité en situation de handicap, il est proposé à l'assemblée de créer un poste au grade de rédacteur territorial qui sera ouvert par cette voie. Ce dispositif prévoit la possibilité pour les collectivités d'être accompagnées par le Centre de Gestion de l'Aude sur la procédure de recrutement, principe qui a été acté par la délibération n° 2025-92 du 19 juin 2025 et donnera lieu à la signature d'une convention spécifique.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un poste au grade de rédacteur territorial qui sera ouvert par la voie de ce dispositif.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre tout acte et à signer tout document permettant la mise en oeuvre de la procédure de recrutement.

3/ D'inscrire au budget les crédits correspondants.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la création d'un poste au grade de rédacteur territorial qui sera ouvert par la voie de ce dispositif.

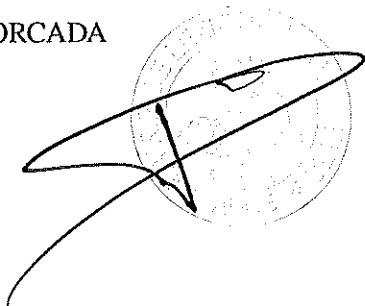
2/ D'autoriser M. le Maire à prendre tout acte et à signer tout document permettant la mise en oeuvre de la procédure de recrutement.

3/ D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance
Alain-Marc GARCIA

